

Faut-il interdire le porno ?

Les films X sont accessibles en tout lieu et à toute heure via le web. L'impact sur la sexualité des jeunes est alarmant, avertit une sexologue. Faut-il dès lors légiférer ?

Sur le web, le porno est à portée de clic. Selon les rares statistiques existant en la matière, les sites X représenteraient entre 10 et 15 % de la totalité des sites internet. Plus besoin de se refiler sous le manteau la VHS piquée au grand frère : le sexe est là, tout cru. En regarder est aujourd'hui banal. Selon une enquête interuniversitaire réalisée en 2012 en Flandre, trois quarts des Flamands ont déjà vu un film pornographique.

Faut-il s'en offusquer ? Ne vivons-nous pas dans une société qui érige la liberté sexuelle en valeur cardinale ?

N'est-ce pas l'un des grands acquis du siècle dernier que de pouvoir disposer de son corps à sa guise ? La sexologue Thérèse Hargot dénonce le dévoiement de ces avancées (lire ci-dessous). La libération sexuelle est avant tout une libéralisation du sexe. Les centaines de jeunes qu'elle a rencontrés ces douze dernières années sont loin d'être libérés sexuellement. La « culture porno » en est largement responsable et nous prépare une génération d'angoissés, prisonniers de nouveaux diktats : culte de la performance, marchandisation du corps, obsession de l'orientation sexuelle, manipulation de l'autre comme objet, banali-

sation du sexe violent... Il est donc nécessaire que le politique prenne le problème à bras-le-corps et trouve les moyens de limiter l'accès à de telles images aux plus jeunes, estime-t-elle.

Interdire le porno ? Philippe Kempeneers, sexologue attaché à l'ULg, n'est pas de cet avis. Il relativise son impact sur les jeunes. « *Ils ne sont pas dupes* », dit-il (lire ci-dessous). « *La pornographie n'est pas dangereuse en soi. Ce ne sont jamais que des images. Ce qui est dangereux, c'est de réduire la sexualité à ça. La pornographie est une explosion d'images qui doit s'accompagner de paroles.* » ■

contre « La pornographie n'est pas dangereuse en soi »

ENTRETIEN

Philippe Kempeneers est psychologue et sexologue attaché à l'Université de Liège.

Une étude de l'UGent montre que les Flamands ont leurs premiers rapports plus tard qu'avant. Est-ce une tendance ?

Depuis la fin du XX^e siècle, l'âge du premier rapport sexuel se stabilise. Cette étude-ci montre que l'âge recule, mais je ne pense pas qu'on puisse généraliser.

Cela va à l'encontre de l'idée qu'on a, à savoir que l'accès généralisé aux images pornographiques pourrait inciter les jeunes à démarrer leur vie

sexuelle plus tôt...

Il y a bien une augmentation du discours sur la sexualité, mais cela ne signifie pas que les rapports sont plus précoces qu'avant. Ce qu'on observe par contre, c'est que les pratiques sont moins prioritairement ou moins exclusivement axées sur la pénétration. Dans ce sens, c'est un enrichissement.

C'est-à-dire qu'on favorise les préliminaires, par exemple ?

Effectivement. Il y a une plus grande diversité et on peut s'en réjouir. Dans les films en prime time, on présente des coïts en bonne et due forme qui se ter-

minent toujours par un orgasme. On présente la sexualité sous une forme très normative.

Mais la pornographie ne véhicule-t-elle pas des images de femmes-objets dangereuses pour l'éducation des jeunes ?

La majorité de l'éducation sexuelle se fait par le témoignage des pairs et par la pornographie. Rien de nouveau sous le soleil. Mais aujourd'hui, elle est généralisée alors que les discours des adultes et des autorités compétentes font toujours cruellement défaut. Ce qui est plus dommageable, c'est que la pornographie peut constituer une pression à la performance : il faut durer longtemps, il faut jouir à tous les coups. Pour le reste, il faut dédra-

matiser : nos ados ne sont pas dupes à ce point. Je vais peut-être à contre-courant, mais dans la sexualité, chacun doit être l'objet de l'autre, sinon il n'y a pas de sexualité. Tant qu'on regarde la sexualité comme quelque chose de ludique, il n'y a pas de problème. La pornographie n'est pas dangereuse en soi. Ce ne sont jamais que des images. Ce qui est dangereux, c'est de réduire la sexualité à ça.

Elle ne pousserait donc pas les jeunes à avoir des rapports précoces ?

Plus tôt, plus tard, ce n'est pas important. Ce qui importe, c'est de le faire bien, sans risques et en respectant autrui. ■

Propos recueillis par
VIOLAINE JADOUX

pour « C'est un viol de l'imaginaire des jeunes. Il faut légiférer »

ENTRETIEN

Thérèse Hargot est sexologue et philosophe. Elle publie *Une jeunesse sexuellement libérée (ou presque)* (Albin Michel), essai sans concessions sur les ratés de la libération sexuelle, basé sur des dizaines de témoignages de jeunes récoltés dans les écoles et lors de ses consultations.

Le porno fait des ravages chez les jeunes ?

Régarder du porno n'a plus rien de transgressif aujourd'hui. Il est disponible en libre-service sur internet. Des enfants de neuf ou dix ans y ont accès. Il faut

donc se demander comment cette génération va grandir, dès lors qu'elle découvre sa sexualité par le prisme de la pornographie. Ce sont les adultes de demain. C'est un enjeu de société.

Quelles sont les conséquences pour les jeunes ?

Le porno actuel n'a plus rien à voir avec celui des années 70, un peu « peace and love ». Les fantasmes mis en scène aujourd'hui sont très violents et souvent très agressifs à l'encontre des femmes, avec les conséquences que cela peut avoir. Harcèlement verbal et physique dans la rue : il ne faut

pas s'en étonner. La pornographie d'aujourd'hui, ce sont des morceaux de corps. Il n'y a pas de rencontre, d'histoire. La sexualité est réduite à la performance. Les enfants vont grandir avec cette idée qu'il est possible de distinguer sexe et sentiments. La personne est choisifiée. La sexualité est réduite à un objet de consommation.

Faut-il dès lors interdire la pornographie ?

Quand on demande aux jeunes quand ils ont vu une image pornographique pour la première fois, ils répondent la plupart du temps que ce n'était pas intentionnel. Le porno est entré par effraction, via une pub, un pop-

up. Il s'impose à des enfants qui n'ont pas donné leur consentement. C'est un viol de leur imaginaire. Il faut légiférer. C'est une vraie urgence, au nom de la protection de l'enfance.

Interdire, c'est souvent inefficace quand il s'agit d'ados...

Transgresser l'interdit fait partie de la jeunesse. Cela nécessite une intention. Autre chose est de se le voir imposer ! Cela dépasse le pouvoir des parents. Le web est trop puissant. Il faut une réponse politique. ■

Propos recueillis par
C.D.P.



THÉRÈSE HARGOT
Une jeunesse sexuellement libérée (ou presque)
Albin Michel
215 pages, 16 euros